

Urbanisation et développement agricole, une seule logique

Urbanization and agricultural development, the same logic

L'urbanisation accroît la productivité du secteur agricole...

De 1960 à 1990, la population rurale des 27 pays de l'Afrique Atlantique est passée de 96 à 161 millions d'individus. Le terme d'exode rural est donc inapproprié pour qualifier l'évolution du peuplement dans la région : la rapidité du mouvement d'urbanisation n'a pas empêché la population rurale de croître, dans tous les pays considérés⁵, beaucoup plus vite qu'elle n'a jamais cru dans les pays du nord (Etats-Unis mis à part).

Dans un contexte de forte croissance démographique et d'urbanisation rapide, le déficit alimentaire, perceptible au niveau des importations et de l'aide alimentaire, peut aussi bien être interprété comme un retard de l'offre sur la demande : il n'a jamais dépassé 15 % de la consommation totale, soit 4 ou 5 années d'accroissement de la demande urbaine, alors que celle-ci s'est

multipliée par 6 en trente ans. Vivement sollicitée par les excédents mondiaux, céréaliers notamment, la demande urbaine effective de produits vivriers locaux ne dépasse guère le niveau des écarts de production liés aux aléas climatiques ; la plus grande partie des volumes commercialisés reste constituée de surplus d'une agriculture de subsistance ; l'étatisation du commerce vivrier a été un échec et la variabilité des prix ne favorise pas l'investissement agricole. Dans un contexte de libre-échange, un bilan objectif doit d'ailleurs prendre en compte l'ensemble de la production agricole, produits d'exportation compris.

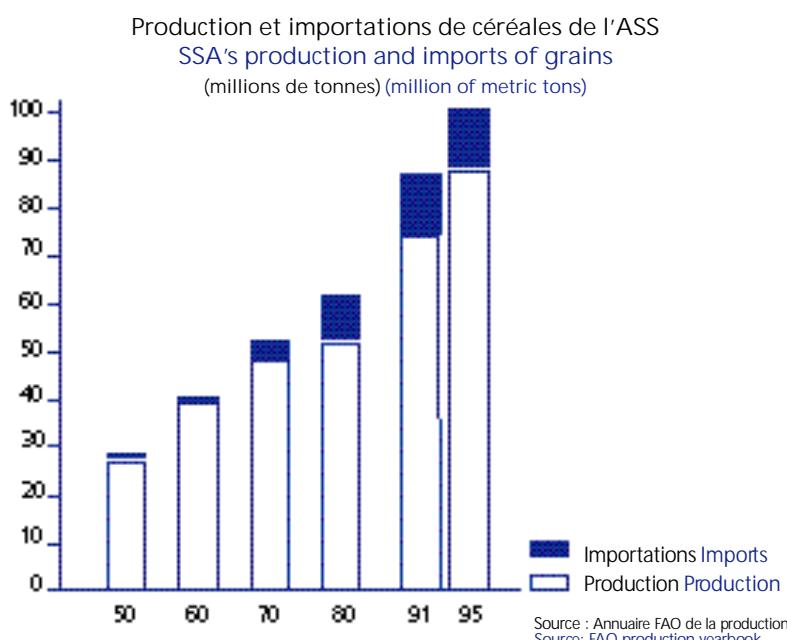
La part de leur revenu que les ruraux tirent aujourd'hui de la commercialisation des produits vivriers est, globalement, comparable à celle tirée des productions de rente. L'urbanisation a provoqué une spécialisation sur des productions vivrières à forte valeur ajoutée

(maraîchage ou aviculture). Un mouvement d'urbanisation modéré mais durable - un différentiel de croissance urbaine/rurale de l'ordre de 2 % -, développant un marché agricole intérieur, national puis régional, est de nature à induire une croissance du revenu rural plus régulière et moins dépendante des marchés mondiaux que l'exportation des produits "de luxe".

...et soulage la pression humaine sur les ressources naturelles

Rapportée à la surface utile de la région, la densité moyenne du peuplement rural de l'Afrique au sud du Sahara peut paraître modeste : de l'ordre de 30 habitants/km². Elle est toutefois très inégalement répartie. Si le processus d'urbanisation était durablement ralenti, la population rurale de 1997 pourrait être multipliée par 2 d'ici 2025 ; le débouché urbain offert aux agriculteurs ne s'accroîtrait guère, les privant de moyens d'investir ; un accroissement des exportations agricoles au rythme de la croissance démographique n'assurerait que le maintien du revenu. Une telle évolution, déjà amorcée en certaines zones, conduirait à des situations intolérables, voire irréversibles, pour les ressources naturelles et à des impasses pour le développement. Le déboisement, une des atteintes les plus visibles à l'environnement autour des villes, n'est pas le fait de l'urbanisation : une population urbanisée consomme plutôt moins de bois et de charbon que la même population restée rurale.

On sait aussi que la baisse de la natalité s'amorce en milieu urbain, avant de se diffuser, lentement, en milieu rural. Le maintien d'une forte proportion de ruraux se traduirait donc très vraisemblablement par une croissance démographique plus forte, et plus durablement forte, de la population de la région.





Urbanization is increasing the productivity of the rural sector...

From 1960 to 1990, the rural population from the 27 countries of Atlantic Africa increased from 96 to 161 million individuals. It is therefore inappropriate to describe this region's peopling process as a rural exodus. In all the countries considered⁵, the rapidity of the urbanizing trend has not prevented the rural population from increasing far more quickly than it has ever increased in the Northern countries (except for the United States).

In a context of high population growth and rapid urbanization, the food deficit, perceptible from imports and food aid, can just as well be interpreted as supply lagging behind demand. This deficit has never exceeded 15% of total consumption, which represents four or five years of increase in urban demand, whereas this demand has increased six-fold in thirty years. The actual urban demand for local food products, greatly solicited by world surpluses, particularly cereals, scarcely exceeds the variations in production caused by climatic fluctuations. Most of the marketed volumes still consist of subsistence agriculture surpluses.

The nationalisation of food trading has been a failure and the changeable prices are not conducive to agricultural investment. Moreover, in a free-trade context, an objective assessment must take into account all agricultural production, including export commodities.

On the whole, the amount of their income that rural dwellers now derive from the marketing of food products is comparable to that derived from cash crops. Urbanization has led to specialisation in food production with a high added value (market gardening or poultry farming). A moderate but durable urbanizing trend - with an urban/rural growth differential of around 2% - which develops a national and then regional domestic agricultural market, is likely to induce growth of rural income that will be more regular and less dependent on world markets than is the exporting of "de luxe" products.

... and relieving human pressure on natural resources

The average density of the rural population of Sub-Saharan Africa, related to the region's usable surface area, may seem sparse - some

30 inhabitants per square kilometre. However it is very irregularly distributed. If the urbanizing process were to be durably slowed down, the 1997 rural population could be multiplied by two by 2025. The urban market offered to farmers would not increase much, thereby depriving them of resources for investment. An increase in farm exports at the rate of population growth would only enable income to be kept steady. Such a trend, already begun in some areas, would lead to intolerable or even irreversible situations for natural resources and bring development to a standstill. Deforestation, one of the most visible threats to the environment at the urban peripheries, is not a result of urbanization: an urbanized population consumes somewhat less wood and coal than the same population if it had remained rural.

It is also known that the decline in the birth rate begins in urban areas before slowly spreading to the rural areas. Therefore if a high proportion of rural dwellers were to be maintained, this would probably result in stronger, and more sustainably stronger, growth of the population in this region.